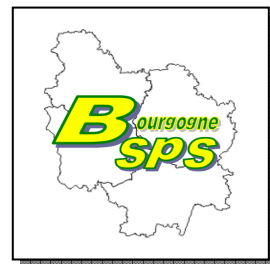


BOURGOGNE SPS
1, rue Edouard Herriot
21300 CHENOVE
TEL 09 63 26 58 29 / 06 23 36 21 86
bourgogne.sps@free.fr



INRAE

**PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

**RENOVATION DE LA SALLE DE CONFERENCE
DU CENTRE INRAE
17, RUE DE SULLY
A DIJON (21000)**

MAITRE D'OUVRAGE

INRAe – CENTRE DE DIJON
17, rue de Sully – BP86510
21065 DIJON CEDEX

Tel. 03 80 69 30 21

MAITRE D'OEUVRE

INRAe – Centre de Dijon
Service Travaux
17, rue Sully – BP 86510
21065 DIJON Cedex
Tel. 06 60 31 78 00

Opération de niveau 2
Phases Conception et réalisation
PGC établi par Jean-Jacques NICOT le 20 Octobre 2023 mis à jour le 03/11/23
Selon les articles R238.20 à R238.25 de la section 4 du décret 94.1159 du 26/12/1994

1- PREAMBULE

Le présent PGC tient compte des décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations du bâtiment ainsi que les arrêtés et circulaires afférents.

Ce document définit l'ensemble des principales mesures propres à prévenir les risques liés à la co-activité, il permet ainsi à toutes les entreprises de prendre en compte les problèmes de sécurité et de protection de la santé de leur personnel comme de tout autre personne évoluant sur le chantier, sa zone périphérique ou l'établissement dans lequel il a lieu (les riverains, les autres entreprises, etc...)

Principaux règlements applicables

La liste des règlements applicables suivant les textes législatifs n'est pas exhaustive.

- Décret n° 65-48 du 08.01.1965 (hygiène et sécurité dans les travaux du BTP)
- Décret n° 88-1056 du 14.11.1988 (emploi du courant électrique)
- Loi n° 91-1414 du 31.12.1991 (équipement du travail, moyen de protection)
- Décret n° 92-958 du 03.09.1992 (manutention manuelle)
- Arrêté du 09.06.1993 (vérification des appareils de levage)
- Décret n° 95-607 de 06.05.1995 (application au travailleur indépendant du Code du Travail sur les chantiers du BTP).

2 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

2.1 – PRESENTATION DU PROJET

Compte tenu de la nature des travaux, de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur celui-ci, cette opération est classée **en catégorie 2**, au sens de l'article R 238.8. du code du travail.

2.1.1. Désignation de l'opération

Description succincte du projet:

Les travaux dont le but est le réaménagement de la salle de conférence du centre INRAe Bourgogne/Franche Comté nécessiteront :

- L'installation du chantier, d'une signalisation provisoire et des barrières de délimitation de la zone de travaux
- La consignation des réseaux fluides et électricité
- La dépose d'une cloison amovible, d'une estrade et des fauteuils existants
- Le retrait des MPCA existants (dalles de sol plastique + colle, conduits de ventilation primaire en toiture)
- La réfection de l'étanchéité en toiture et la pose de garde-corps permanents en périphérie de celle-ci
- La dépose du faux-plafond existant
- La pose d'une porte automatique
- La réfection des accès PMR extérieurs
- La pose d'un nouveau revêtement de sol
- La pose d'un nouveau faux-plafond
- La réalisation des revêtements muraux
- La réalisation de nouvelles installations de CVC, d'électricité et de visioconférence.

2.1.2. Adresse chantier

Centre INRAe de Dijon – Bâtiment DIVOUX – 17, rue Sully 21000 DIJON
Horaires d'ouverture pour accès chantier : 7h00 à 19h00

2.1.3. Planning prévisionnel

Début des travaux prévu en Mars 2024.

2.1.4. Répartition des lots

Les travaux font l'objet de 7 lots

DESAMIANPAGE :

Entr.
tel:

RENOVATION TOITURE TERRASSE :

Entr.
tel:

CVC :

Entr.
tel:

FAUX-PLAFOND :

Entr.
tel:

REVETEMENTS SOLS ET MURS:

Entr.
tel:

ELECTRICITE :

Entr.
tel:

VISIOCONFERENCE :

Entr.
tel:

2.1.5.. Prévision du nombre d'entreprises

Nombre : 7 + les éventuels sous-traitants.

2.1.6.. Prévision de l'effectif de pointe

Nombre : 8 à 10 personnes maxi

2.2. PRESENTATION DES INTERVENANTS

2.2.1. Maître d'Ouvrage

INRAe

17, rue Sully
21000 Dijon
Téléphone : 03 80 69 30 21

2.2.2. Maître d'œuvre

INRAe – Service travaux

17, rue Sully
21000 Dijon
Téléphone : 06 60 31 78 00

2.2.3. Chargé d'affaire INRAe

Céline BERNARD : tel 06 60 31 78 00 – celine.bernard@inrae.fr

2.2.4. Coordonnateur SPS

BOURGOGNE SPS – Mr NICOT Jean-Jacques

1, rue Edouard Herriot – 21300 CHENOVE

Téléphone: 09 63 26 58 29

Portable : 06 23 36 21 86

bourgogne.sps@free.fr

2.3. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Adresses des organismes et des services de prévention

- DIRECCTE

21 bd Voltaire

21000 DIJON

Tél. 03.80.76 99 10

- CARSAT Bourgogne Franche Comté

Direction des risques professionnels

Rue Elsa Triolet

21044 DIJON CEDEX

Tél. 0821 10 21 21

- Comité Régional de l'OPPBT

6, rue St John Perse

Immeuble Isis

21000 DIJON

Tél. 03.80.78 95 20

- Médecine du Travail BTP

3, rue René Char

21000 DIJON

Tél. 03.80.73 92 00

Services d'intervention en cas d'accident ou incendie

- SAMU	: Tél. 15
- Gendarmerie Nationale	: Tél. 17
- Sapeurs Pompiers	: Tél. 18
- EDF Service Dépannage	: Tél. 0810 333 121
- GDF Service Dépannage	: Tél. 0810 433 121
- France Telecom	: Tél. 03.80.72.75.99
- Service des Eaux	: Tél. 03 80 39 70 06
- CHU	: Tél. 03.80.29.30.31

3 - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

3.1- DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

1 - Par rapport aux ouvrages voisins

Les travaux de rénovation de la salle de conférence devant se dérouler en même temps que le réaménagement de l'entrée rue Sully, l'entrée des véhicules légers et des livreurs en fourgon 3.5T pourra être maintenue par l'entrée Sully pendant certaines phases de travaux. Pendant les travaux nécessitant la fermeture de cet accès, l'entrée sur le site devra se faire par le portail de la rue Mazen.

L'installation nécessaire au désamianteur pourra être mise en place sur le parking existant devant la salle de conférence, cette zone sera, après le désamiantage, dédiée aux autres entreprises pour leurs livraisons et appro.

Le stationnement des autres véhicules d'entreprises devra se faire devant le bâtiment PPB derrière le restaurant.

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS tiennent absolument à ce que les conditions suivantes soient strictement respectées :

Maintien des circulations intérieures et extérieures et des accès aux autres locaux en toute sécurité.

Circulation et travail du personnel **INRAe, des visiteurs et livreurs** en toute sécurité.

Séparation physique des activités du personnel **INRAe** avec les travaux d'entreprises.

Les manœuvres effectuées par les véhicules d'entreprises pénétrant sur le site pour le chantier ou en sortant seront obligatoirement guidées.

Toute modification du plan de circulation actuel devra être établie en accord avec l'établissement.

2 - Par rapport aux piétons

Balilage des zones de stockage, de travaux et de manutention en accord avec le Maître d'œuvre et avec le coordonnateur SPS.

3 - Par rapport aux lignes de bus

Sans objet.

4 - Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les entreprises devront étudier les réseaux existants dans la zone de travaux avec le Maître d'Ouvrage avant le début des travaux (coupure et consignation des réseaux électriques, gaz et fluides existants obligatoires avant toute démolition et terrassement). PV de consignation à fournir par le Maître d'Ouvrage aux entreprises concernées et au C.SPS.

DICT, Repérage et implantation des réseaux enterrés existants obligatoires avant le début des terrassements

3.2. INSTALLATION GENERALE DU CHANTIER

a. - Installation de chantier

Une salle (N°33) et un sanitaire seront mis à la disposition des entreprises au sous-sol de la salle de conférence pour servir de base vie.

Le nettoyage de ces locaux sera assuré par le service de nettoyage du centre.

b - Clôture

Clôture type Heras à prévoir par les entreprises concernées pour leur stockage extérieurs.

c. Local de réunion de chantier

Les réunions de chantier seront organisées dans la salle « Vigne » au sous-sol de la salle de conférence.

d. - Mesures en cas de carence des entreprises

Sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires sur et en dehors du chantier.

e- Téléphone de secours

Chaque entreprise devra doter son responsable de chantier (présent en permanence lors de chaque intervention), d'un téléphone portable permettant de joindre les secours en cas d'urgence.

Poste du bureau accueil à la disposition des entreprises pour l'appel des secours si besoin.

f. - Alimentation en eau

Le réseau du site sera mis à la disposition des entreprises.

g.- Emplacement de stockage de petits matériels et matériaux

Les stockages spécifiques de petits matériels et matériaux devront obligatoirement être localisés dans la zone de travaux clôturée.

h - Alimentation électrique

Coffret et éclairage provisoires de chantier à fournir et à installer par l'entreprise **titulaire du lot Electricité**.

Une attestation de conformité de l'installation sera remise au C. SPS avant la mise en service de l'installation.

Les différents matériels utilisés par les entreprises devront être conformes à la réglementation concernant la protection des travailleurs et de l'environnement contre le bruit (décret n° 88-405 et R 232.6 à R 232.7 - R 233.104.1)

i. Protections individuelles

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuelle adaptés à leur activité. Ces protections seront homologuées et en bon état.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. informent les entreprises qu'ils apportent une attention extrême aux problèmes de sécurité sur le chantier.

Le port des équipements de protections individuelles (gants, chaussures de sécurité, masque, lunettes, protections auditives, protection respiratoires, etc....) sera adapté à la nature des travaux réalisés.

j. -. Protections collectives

Les principes suivants régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

Une protection collective provisoire devra être mise en place en périphérie de la toiture par le lot **Rénovation toiture terrasse** avant l'intervention du désamianteur et conservée jusqu'à la pose du garde-corps définitif.

L'entreprise dont les travaux génèrent le risque devra la mise en place et l'entretien de la protection collective nécessaire à son intervention et à celles des entreprises qui interviendront dans la zone.

Le matériel destiné aux protections collectives sera adapté et réservé à cet usage. Les entreprises intervenantes durant leurs périodes d'intervention, auront la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement de leurs travaux.

Chaque entreprise ayant à intervenir sur l'ouvrage considéré, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Toutes modifications de celles-ci devront être soumises au coordonnateur SPS pour accord.

Il est rappelé que la responsabilité des entreprises est engagée si un membre de leur personnel intervient dans une zone non protégée.

Une priorité sera donnée aux protections collectives par rapport aux protections individuelles.

k - . Moyens de levage et manutention

A prévoir pour la manutention des matériaux et matériels à mettre en œuvre.
Si manutention mécanique, balisage obligatoire de la zone d'évolution de l'engin.

l - . Conditions d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Evacuation des gravats et déchets à l'avancement et à la charge de chaque entreprise.
Les déchets, décombres, gravats notamment ceux présentant un risque particulier (présence d'amiante, matériaux contaminés, produits chimiques...) feront l'objet d'un tri sélectif et d'une évacuation journalière sous bordereau de suivi.

m- Circulation et accès

Accès PL par l'entrée de la rue Mazen
Accès VL possible par l'entrée de la rue Sully mais l'entrée de la rue Mazen devra être privilégiée.
Déplacements sur le site suivant le plan de circulation de l'établissement.
L'emprise du chantier sera interdite au public. La signalisation et le balisage sont à la charge des entreprises intervenantes. Vitesse limitée à 30 km/h sur le site.

4. MESURES DE COORDINATION DEFINIES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUGGESTIONS QUI EN DECOULENT

4.1. Les voies ou zones de déplacement de circulations horizontales ou verticales

4.1.1 - Circulations horizontales

Les entreprises assureront le maintien des accès aux locaux voisins du chantier, y compris la remise en état éventuelle des éléments détériorés.

4.1.2.- Circulations verticales

Accès à la toiture terrasse par échelle à crinoline existante ou par sapine installée par les entreprises intervenantes.

4.2. Les conditions de manutention des matériels et des matériaux

4.2.1. - Limitation des manutentions manuelles

Suivant l'article R 231.67 du Code du Travail, la loi impose de privilégier les manutentions mécaniques.

Toutefois, lorsque la nécessité d'une manutention manuelle des charges ne peut être évitée, notamment en raison de la configuration des lieux où cette manutention est effectuée, l'employeur doit prendre les mesures d'organisation appropriées, mettre à la disposition des travaux les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et réduire le risque encouru lors de cette opération.

4.2.2. - Moyens de levage

La manutention d'éléments lourds (non transportables manuellement à un ou à plusieurs) se fera au moyen d'engins de levage adaptés, vérifiés par un organisme agréé pour cet usage et conduits par des personnes habilitées (CACES)

4.3. LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE:

Des réunions de coordination auront lieu au fur et à mesure de l'avancement du chantier permettant d'analyser les risques qui peuvent être induits par la présence simultanée ou successives des différentes entreprises et de mettre en place des mesures permettant à chacun de travailler dans des meilleures conditions de sécurité.

Le phasage des travaux sera établi afin d'éviter la coactivité des entreprises réalisant des travaux présentant un risque particulier pour leur personnel ou pour le personnel INRAe.

4.4. Organisation des secours pour l'appel du secours médical d'urgence

- l'accès du chantier se fait par l'entrée principale du centre.
le numéro unique à composer pour appeler le SAMU est le 15
lors de l'appel bien préciser :
 - * **l'adresse du chantier:** Centre INRAe-rue Sully à Dijon
 - * **la nature de l'accident**
- placer une personne à l'entrée du site pour guider les secours
Afficher une liste des secouristes du travail présents
Dans le local de réunion de chantier une trousse de premiers secours toujours prête à l'emploi
facilement accessible sera mise à la disposition de leur personnel par les entreprises.

5 MODALITES D'ACCUEIL DES ENTREPRISES

Le coordonnateur procédera avec chaque entreprise, y compris sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune au cours de laquelle seront en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Les comptes rendus de ces inspections communes seront consignés sur le Registre Journal de Coordination (R.J.C.)

6 - PPSPS

Chaque entreprise, y compris sous-traitante appelée à intervenir à un moment quelconque sur le chantier devra, avant le début des travaux, adresser au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé relatif aux travaux qui la concerne (PPSPS).

Préalablement à la rédaction de ce plan, chaque entreprise devra avoir procédé à l'Inspection Commune avec le Coordonnateur SPS chargé de la Sécurité lors de la réalisation de l'Ouvrage, afin d'y intégrer les mesures particulières et consignes à observer. Cette inspection pourra se dérouler en même temps que la 1ère réunion de chantier.

L'entreprise traitante ou sous-traitante devra disposer d'au moins 30 jours pour établir son PPSPS à compter de la réception de son contrat et dans tous les cas, devra obtenir l'approbation de ce document avant tout début d'exécution si minime soit-elle, le délai est ramené à 8 jours en cas de travaux de second oeuvre.

Il est clairement stipulé qu'aucun travail de quelque nature que ce soit, ne pourra commencer sans que le PPSPS de l'entreprise (ou de son sous-traitant) ne soit remis au Coordonnateur SPS

7 - D.I.U.O.

le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage prévu aux articles L.235.15 de la loi du 31.12.93. et R.238-37 du décret du 26012.94.doit être remis par le coordonnateur au Maître de l'Ouvrage le jour de la réception des travaux. Les titulaires du marché devront remettre au coordonnateur au fur et à mesure de l'avancement des travaux et au plus tard 15 jours avant la réception des travaux leur dossier des ouvrages exécutés.

8. SUJETIONS LIEES A LA PRESENCE DE MATERIAUX AMIANTES

Toute découverte pendant les travaux, de nouveaux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante devra être signalée au M. d'œuvre et au Coordonnateur SPS et donnera lieu à un arrêt immédiat des travaux afin que soient prises toutes les dispositions réglementaires relatives à l'amiante.

Le Coordonnateur SPS